

Cie NOVA

ET LE CŒUR FUME ENCORE

Conception et écriture : Alice Carré - Margaux Eskenazi

Mise en scène : Margaux Eskenazi





© Katrien de Blauwer

DOSSIER PÉDAGOGIQUE

Et le cœur fume encore, volet 2
est le second volet d'un diptyque

ECRIRE EN PAYS DOMINÉ

*Nous sommes de ceux qui disent non à l'ombre, volet 1
a été créé en 2017.*

Mise en scène Margaux Eskenazi

Conception, montage et écriture Alice Carré et Margaux Eskenazi

Avec des extraits de Kateb Yacine, Assia Djebar, Edouard Glissant, Jérôme Lindon

Collaboration artistique Alice Carré

Lumières Mariam Rency

Espace Julie Boillot-Savarin

Création sonore Jonathan Martin

Vidéo Jonathan Martin et Mariam Rency

Costumes Sarah Lazaro

Avec Armelle Abibou, Loup Balthazar, Malek Lamraoui, Yannick Morzelle
ou Lazare Herson-Macarel, Raphael Naasz, Eva Rami et Salif Cisse

Avec les voix de Paul Max Morin, Nour-Eddine Maâmar et Eric Herson-Macarel.

Régie générale et lumières Marine Flores

Responsable des productions Émilie Ghafoorian - Vervaët

Production La Compagnie Nova et FAB - Fabriqué à Belleville

Diffusion Label Saison – Gwenaëlle Leyssieux

Avec le soutien du Conseil Régional d'Ile-de-France, de la ville des Lilas, du Conseil
Départemental du 93, de Lilas-en-Scène, de la Ferme Godier (dans le cadre de la
résidence action et territoire de la DRAC Ile-de-France), du Studio Théâtre de Stains, du
Collectif 12, du Centre Culturel de La Norville, d'Arcadi, de la Région Ile-de-France, de la
DRAC Ile-de-France, de de la Grange Dîmière à Fresnes, de la fondation E.C Art Pomaret,
de la SPEDIDAM

Avec la participation artistique du Jeune Théâtre National.



SOMMAIRE

PARTIE 1

Le projet du spectacle

A.	Ecriture	5
B.	Enjeux de mise en scène	7
C.	Le processus de travail	10

PARTIE 2

Chronologie sélective

A.	La guerre d'Algérie	11
B.	Les mémoires de la guerre d'Algérie en France	27

PARTIE 3

Nos personnages, les porteurs de mémoire 31

PARTIE 4

Nos scènes mettant en jeu les intellectuels et la guerre d'Algérie avec la littérature comme arme de combat

A.	La première du <i>Cadavre encerclé</i> de Kateb Yacine, 1958	37
B.	Le procès de Jérôme Lindon, 1961	39
C.	<i>La Bataille d'Alger</i> , film de Gillo Pontecorvo, 1965	43
D.	Assia Djébar à l'Académie française, 2006	44

PARTIE 5

Nos scènes mettant en jeu l'Histoire

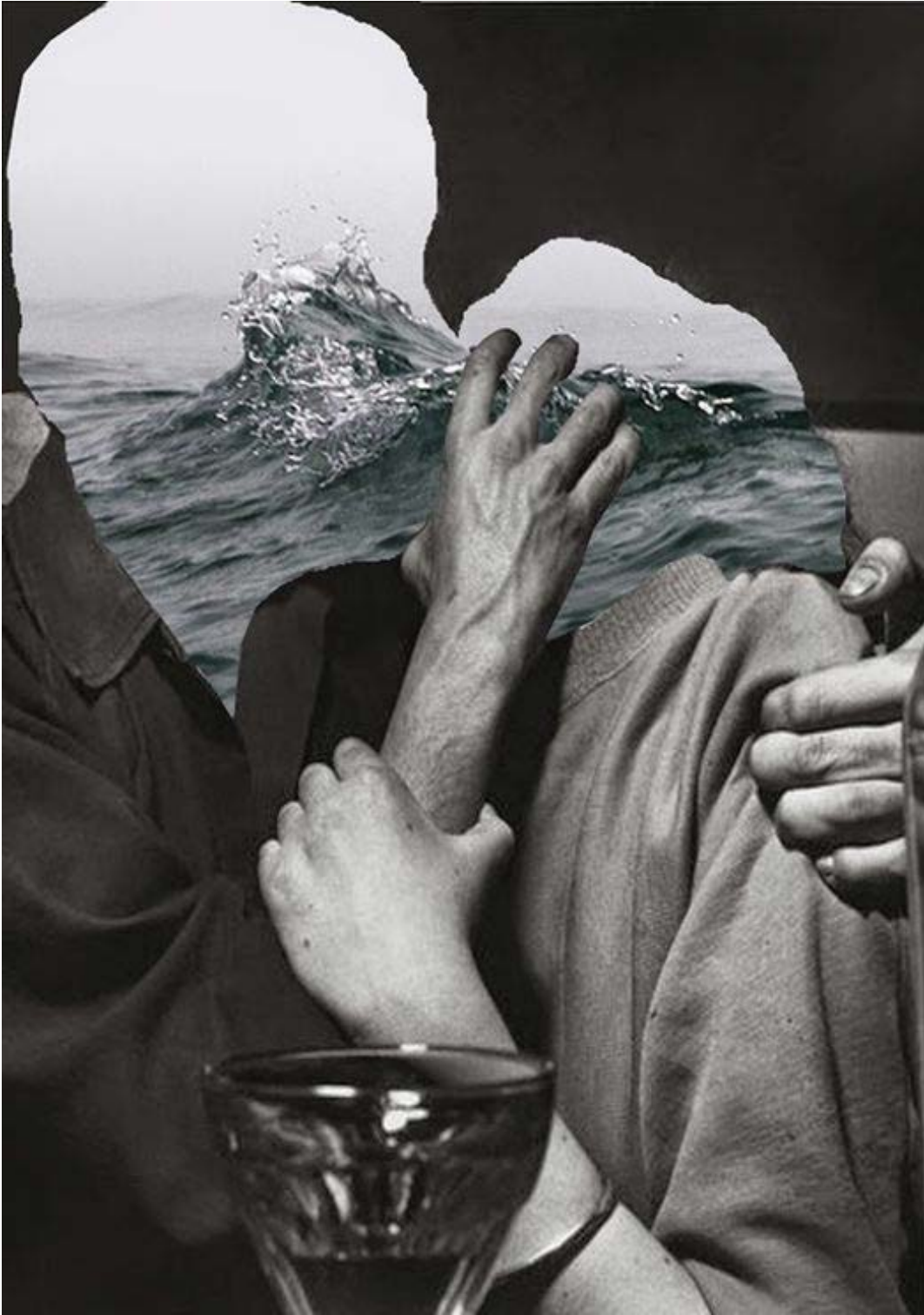
A.	L'attentat du Casino de la Corniche à Alger, 1957	47
B.	Les accords d'Evian, 1962	48
C.	L'arrivée des pieds-noirs à Marseille, 1962	49
D.	Le match de football France-Algérie, 2001	51

PARTIE 6

L'espace du spectacle 55

PARTIE 7

Bibliographie 60



© Merve Ozaslan

PARTIE 1

Le projet du spectacle

A. L'écriture

D'UN SPECTACLE A L'AUTRE : LE DYPTIQUE.

Après avoir travaillé plus de deux ans à la conception, à l'écriture et à la mise en scène du projet *Nous sommes de ceux qui disent non à l'ombre* (récit de la négritude à la créolité) c'est logiquement que la forme d'un diptyque s'est imposée.

Et le cœur fume encore est le second volet d'une investigation théâtrale sur les écritures et les pensées de la décolonisation pour penser nos identités françaises et les oublis de sa mémoire.

Nous esquissions dans *Nous sommes de ceux qui disent non à l'ombre* une ode aux langues françaises créolisées, aujourd'hui nous poursuivons notre exploration des territoires de la nation française. Edouard Glissant - dont la philosophie du Tout-Monde clôturait le précédent spectacle - a préfacé Kateb Yacine et a reconnu *Nedjma* comme le grand roman de la révolution algérienne et le comparait au mouvement de la langue de Césaire, construisant un peuple en même temps qu'elle élabore sa grammaire.

Dans ce second volet nous écrivons une traversée des mémoires, des littératures et des résistances de l'Algérie coloniale à la France d'aujourd'hui, pour dessiner un des visages de la nation française dans laquelle nous avons grandi, faite d'exils, de métissages, d'imaginaires et de violences tues. Le point de départ du travail est le constat des amnésies coloniales qui ont entouré notre parcours familial et scolaire. Nous partons des silences entourant la guerre d'Algérie qui jonchent, à quelques exceptions, chaque famille près : enfants issus de l'immigration, petits-enfants de soldats du contingent, appelés ou militaires de métier, anciens membres de l'OAS, enfants du FLN, fils ou filles de harkis, petits-enfants de pieds-noirs... Constatant que nos propres histoires familiales étaient imprégnées de l'histoire de l'Algérie, il nous fallait réveiller les mémoires pour définir nos identités.



LE PRISME DE L'ALGERIE DANS LES IDENTITES FRANÇAISES : AU REVEIL DES MEMOIRES.

En 1999, trente quatre ans après la fin de la guerre, l'Assemblée nationale reconnaissait seulement le terme de «guerre» à la place de ceux d'«événements», «d'opérations de maintien de l'ordre» ou de «pacification». Nous croyons ce travail nécessaire pour que chacun puisse trouver sa place dans un pays qui garde les stigmates de son histoire coloniale.

Pour écrire ce spectacle, nous avons croisé deux matières initiales :

- > la matière documentaire qui sera composée des témoignages recueillis et d'archives historiques.
- > la matière littéraire : poésie, textes dramatiques, romans. De nombreux auteurs (Camus, Kateb, Daoud, Dib, Feraoun, Djébar, Maurienne, Sartre...).

Notre processus d'écriture comprend un rigoureux travail historique, qui constitue notre matière de recherche.

Ce qui nous intéresse est de construire des parcours de vie intime, comme un kaléidoscope des mémoires liées à l'Algérie, recueillies au sein des familles ou proches de l'équipe, mais aussi fruit d'un travail d'investigation large auprès d'associations et de diverses personnalités rencontrées. Ce travail de collecte est notre point de départ pour basculer dans l'histoire, passant sans cesse de l'intime au politique, du témoignage au jeu, du réel à la fiction. Chacun de ces parcours intimes nous permettent de remonter aux sources des décisions politiques : si notre regard tente d'être sans jugement et de réparer ce besoin de parole de chacun des points de vue, il tente cependant de comprendre notre présent et les fractures sociales et politiques. «L'Algérie coloniale a été le laboratoire des banlieues», dit l'artiste Kader Attia, et le démantèlement des discours charpentant le racisme d'Etat et la géographie française des exclusions sera l'objectif de ce travail.

Le second axe est de montrer le rôle de la littérature et du monde intellectuel dans la politique. Notre enjeu sera de faire théâtre de ces acteurs de l'Histoire qui ont pris part au complexe processus de décolonisation. Il s'agira de montrer comment les auteurs algériens ont participé à leur endroit à la guerre d'indépendance, et comment les auteurs engagés en France se sont positionnés dans le conflit, rompant avec la censure et informant notamment l'opinion sur la question de la torture. Politique et littérature sont deux faces de la même histoire, que nous tenterons de formuler pour les spectateurs d'aujourd'hui.

Ainsi, nous cherchons dans un aller-retour constant entre recherches historiques, sources littéraires, improvisation au plateau et écriture à quatre mains, à témoigner du mouvement de l'Histoire et de la force de la littérature dans la construction de nos identités.

B. Enjeux de mise en scène

Et le cœur fume encore dessine sept parcours de vie comme sept points de vue ayant vécu la guerre d'Algérie. Chacun de ces personnages nous mènera dans une scène de fiction avec son point de vue. Cette entrée de traitement de l'Histoire par l'intime nous permet d'éviter toute forme d'objectivisation et à la fois nous conduit à décentrer notre regard car nous n'offrons pas une lecture mais sept visions des événements. Effectivement, opter pour la construction de sept points de vue nous permet de ne jamais tomber dans le manichéisme ou une vision trop obtuse de l'histoire.

Chaque parcours est trans-générationnel et a pour but de rompre avec les blancs de la mémoire. Raconté par la descendance - 2^{ème} ou 3^{ème} génération - puis revenant aux acteurs initiaux des événements, chaque témoignage nous conduira à une ou plusieurs scènes témoignant de son rapport à la guerre d'Algérie. Chacune de ces scènes est construite sur une alternance de différentes natures de tons et de différents codes de jeu.

Les parcours que nous écrivons – au plateau, en amont et en aval des répétitions selon les scènes – travaillent sur la fictionalisation du témoignage, tous issus de témoignages réels que nous avons recueillis, respectant ainsi l'anonymat de tous et travaillant à une forme d'universalisation du propos. Un enjeu de la mise en scène sera de travailler le glissement de la matière brute au témoignage et la fiction mais aussi le glissement sur deux ou trois générations. Effectivement, nous aborderons plusieurs générations – de 1950 à aujourd'hui – car ce qui nous intéresse est la transmission, l'héritage, les tabous et les amnésies de ces mémoires.

Les sept parcours de vie sur plusieurs générations que nous suivrons tout au long du spectacle :

- > Une femme pied-noir arrivée en Algérie en 1845 et de retour en France en 1962.
- > Un harki dont la famille a combattu comme tirailleur français durant les deux guerres mondiales et qui sera rapatrié en France en 1962 puis vivra jusqu'en 1975 dans les camps de harkis.
- > Un travailleur algérien immigré en France qui s'initiera aux idées nationalistes dans les bidonvilles de Nanterre puis deviendra membre actif du FLN et retournera vivre en Algérie après l'indépendance.
- > Un kabyle vivant la guerre d'Algérie en Kabylie, anti-colonialiste mais n'ayant pas pour autant rejoint le FLN, émigrant en France avant la fin de la guerre pour y trouver du travail.
- > Un officier de l'armée de métier française ayant considéré la fin des combats en Algérie comme une trahison.

> Un appelé, très jeune soldat du contingent, insoumis, ayant refusé de se battre et de justifier les pratiques de torture.

> Une militante parisienne anti-coloniale, vivant la guerre à Paris et participant au réseau Jeanson des porteurs de valises.

Ces témoignages engageront ceux des 2^{ème} et 3^{ème} générations selon les cas, qui témoigneront de la résurgence de cette mémoire et de son impact sur leur famille et leur inscription dans la société contemporaine française. Son traitement donnera lieu à différents glissements dans le jeu (comment le comédien, parfois lui-même fils, petit fils ou ami de la personne témoignant, devient le personnage témoignant et l'incarne lors de la scène qui apparaît).

Nous voulons interroger ce qu'il reste de l'Histoire, des combats qui ont été menés, ainsi que la diversité de la nation française dans sa difficile affirmation.

Chaque parcours de vie nous conduira à plusieurs types de scènes par le biais du témoignage face public :

1. Les séquences directement inspirées d'éléments historiques (témoignages, discours, événements) que nous écrirons à partir d'improvisations au plateau : l'arrivée de Charles De Gaulle au pouvoir avec l'avènement de la V^{ème} République, les accords d'Evian et le début du néo-colonialisme, le fiasco du match de football France-Algérie en 2001...

Le son : l'autre médium pour traduire l'Histoire

La trame historique sera assurée par un très important travail sur le son et l'archive sonore : victoire de Massu après la bataille d'Alger en 1957 et discours de Salan qui appelle le général de Gaulle au pouvoir (ce discours annonce la chute de la 4^{ème} République), la décision de l'Assemblée nationale de voter en 1999 que la guerre d'Algérie était bien une guerre.

Au plateau sera présent également un espace pour les musiciens : guitare électrique, oud, percussions, basson. Le temps de l'Histoire sera également traduit par la musique composée pour ce spectacle où elle accompagnera les années qui passent.

2. Les séquences où l'on voit l'Histoire se faire : la naissance du mouvement nationaliste algérien dans le quartier de la Goutte d'Or à Paris, l'attentat du Casino de la Corniche à Alger en 1955, l'arrivée des pieds-noirs en 1962, la difficile construction de l'Algérie post-indépendance et le désenchantement des militants communistes dans les années 80.

3. D'autres scènes illustreront le rôle et la place de la littérature comme arme de combat

politique. Tout d'abord dans l'élaboration de l'affirmation identitaire et nationale algérienne.

Nous nous intéresserons à la figure de Kateb Yacine (1929-1989), pour qui l'écriture est associée à un acte de construction identitaire. Pour illustrer la charge politique de ses textes, nous écrivons une scène inspirée de la première représentation du *Cadavre Encerclé* de Kateb Yacine mis en scène par Jean-Marie Serreau en 1958 à Bruxelles. Puis, nous nous pencherons sur le rôle que la littérature a pu jouer en France métropolitaine dans la prise de conscience des atrocités commises pendant la guerre d'Algérie. Nous souhaitons nous intéresser aux figures d'écrivains engagés ou d'éditeurs français ayant milité pour rompre le silence. Nous travaillerons donc à l'élaboration d'une scène inspirée du procès de Jérôme Lindon (fondateur des Editions de Minuit).



C. Le processus de travail

Cette méthode de travail comporte donc des allers-retours constants entre le plateau et la table. Il est essentiel pour nous de ne jamais perdre le lien avec le plateau tout au long de la conception du spectacle. L'énergie et la nécessité de défendre cette parole vient de l'équipe artistique réunie pour ce projet.

Le processus d'écriture comprend plusieurs étapes.

A l'automne 2017, nous avons travaillé, metteure en scène et autrice-dramaturge à la récolte de notre «matière première» : documents historiques, roman, poésie, vidéos, témoignages... Nous travaillons comme des enquêteuses dans le but de théâtraliser l'Histoire. L'enjeu est de construire une architecture cohérente et solide à transmettre aux comédiens au début des répétitions.

Ensuite, au printemps 2018, nous avons eu deux semaines de répétitions et de travail à la table. Selon le processus de travail de la compagnie, les comédiens sont placés au cœur du processus dramaturgique. Un important travail de recherche est demandé à chacun, avec un système d'exposés qui nourrissent le collectif. Nous travaillons également au plateau en improvisation pour développer le projet d'écriture final. Ce que vous lirez est le fruit de ces deux semaines de travail où nous avons dégagé le principe d'écriture, l'architecture de ce spectacle et écrit la majorité des scènes.

A l'été 2018, fortes de ces étapes préparatoires, nous établirons une architecture de spectacle cohérente. Nous finaliserons ce travail d'écriture au cours de notre dernière étape de travail à l'hiver 2018, qui verra la création du spectacle *Et le coeur fume encore*.

PARTIE 2

Chronologie sélective

A. La guerre d'Algérie

*Coût humain de la guerre :
300 000 Algériens - 30 000 soldats français*

L'Algérie a été conquise en 1830 par Charles X et en 1848 on a divisé l'Algérie en 3 départements (Alger, Oran, Constantine). C'est une colonie de peuplement avec 1 million de pieds-noirs.

La guerre d'Algérie a deux phases :

Première phase : 1954-1958

Sous la IV^{ème} République avec deux gouvernements importants, celui de Mendès-France et celui de Guy Mollet de 1956 à 1957 qui fait voter les «pouvoirs spéciaux» et envoie le contingent.

Pendant cette première phase, l'on fait la guerre en opérant «la bataille des cœurs». Jacques Soustelle, nommé gouverneur d'Algérie en janvier 1955, veut pacifier les zones rebelles en y apportant le progrès et créent des SAS (des sections administratives spécialisées). Les militaires deviennent instituteurs et médecins. Ils apprennent à écrire, lire et chanter la Marseillaise et distribuent aussi les soins aux Algériens. L'objectif est celui de la conquête des cœurs pour les détourner du FLN et les convaincre ainsi d'abandonner tout désir d'indépendance. Ils vont les recenser, donner un fusil de chasse à tous les paysans et une mission : éloigner toute approche des maquisards de l'ALN (Armée de libération nationale). Ils tentent ainsi d'isoler la population du FLN.

Seconde phase : 1958 à 1962

Avec le retour de Charles de Gaulle l'on change de République (passage à la V^{ème} République) et l'on rend l'Algérie indépendante.



1945

— 8 mai 1945 à Sétif —

Manifestation patriotique «A bas le fascisme et le colonialisme». Interdiction du drapeau algérien. Bouzid Saal est abattu par des soldats français.

Emeutes autour de Sétif. Répression violente de la manifestation. Environ 10 000 morts.

1954

— 21 juillet 1954 —

Conférence de Genève et indépendance de l'Indochine.

— 1^{er} novembre 1954 —

Proclamation du Front de libération nationale (FLN), qui fixe les objectifs de la lutte armée pour l'indépendance nationale par la restauration de l'Etat algérien souverain. Cette date est ce qu'on a appelé la «Toussaint rouge». Il y a eu 30 attentats meurtriers en Aurès et en Kabylie par le FLN : postes de police, usines. C'est le point de départ d'un mouvement et La France refuse toute forme de négociation.

— 5 novembre 1954 —

Le gouvernement français envoie des renforts militaires en Algérie.

— 12 novembre 1954 —

François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur prône le recours à la force : «L'Algérie c'est la France – des Flandres jusqu'au Congo, de Dunkerque jusqu'à Tamanrasset. Si il y a quelques différences dans l'application de nos lois, partout la loi s'impose et cette loi est française.»

1955

— 26 janvier 1955 —

Jacques Soustelle est nommé gouverneur général d'Algérie. Il sillonne le pays avec Germaine Tillion, ethnologue, pour comprendre ce pays et y rétablir le calme. Il se rend compte que le système colonial a créé une société inégalitaire entre les deux camps. Le rapport de force né de la colonisation ne s'est jamais démenti. Neuf Algériens sur dix ne savent ni lire ni écrire le français.

— Printemps 55 —

Malgré la répression l'ALN recrute. Certains sont aussi des soldats d'origine algérienne qui ont été trahis par la manière dont l'Armée française traite ses indigènes. Par exemple Krim Belkacem – un des instigateurs de la Toussaint rouge. Il devient un des hommes à abattre. Mais cette armée clandestine manque de moyens. Elle n'a ni chars ni avions.

— 31 mars 1955 —

L'état d'urgence est proclamé dans les Aurès et la Grande Kabylie et la censure est instaurée.

— 18-24 avril 1955 —

Le FLN participe à la conférence du tiers monde à Bandoeng. La conférence exprime sa solidarité avec l'Algérie combattante.

— 16 mai 1955 —

Les effectifs de l'Armée française en Algérie sont portés à 100 000 hommes.

— 20 août 1955 —

Massacres dans le Philippevillois. Le soulèvement de musulmans est sévèrement réprimé, faisant une centaine de morts. 123 français sont tués dont plusieurs dizaines de musulmans modérés. Soustelle est choqué.

— 30 août 1955 —

En raison de l'extension de la rébellion armée, l'état d'urgence est proclamé dans l'ensemble de l'Algérie.

— 11 septembre 1955 —

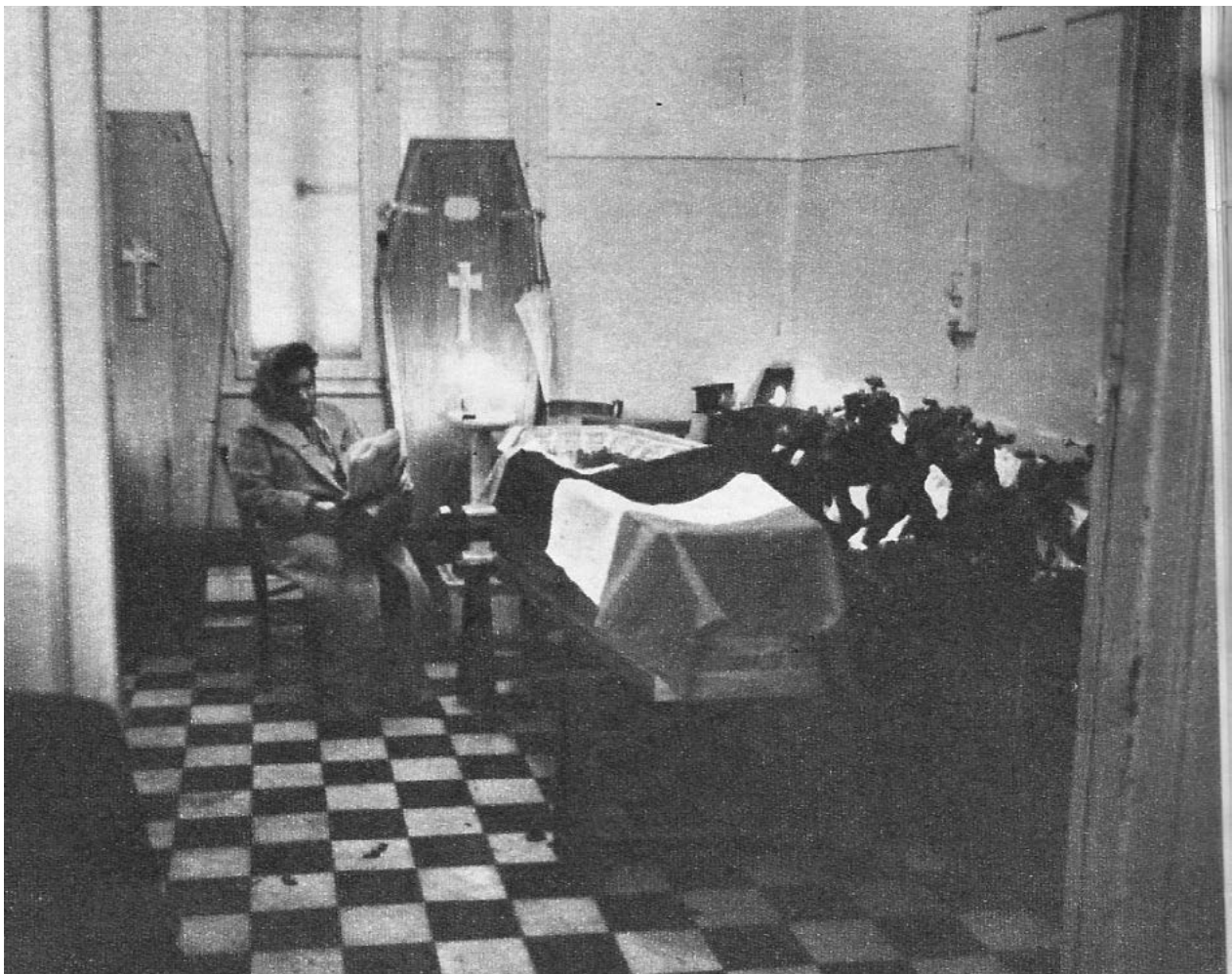
A Paris, première manifestation des appelés du contingent qui refusent de partir en

Algérie. Inscription de la question algérienne à la 10^{ème} session de l'Assemblée générale de l'ONU. Grève des commerçants à Alger à la veille de l'ouverture de la session de l'ONU. Aborder la question algérienne à l'ONU est une victoire politique pour le FLN. La France est sommée de s'expliquer. Antoine Pinay, ministre des Affaires étrangères répond «La France ne peut tolérer ni l'injure ni la calomnie contre son œuvre civilisatrice.» A l'ONU les représentants français sont ulcérés et quittent la séance. Pour eux c'est de la politique intérieure et ça ne regarde personne d'autre.

— *Décembre 1955* —

Guy Mollet est élu président du Conseil. Socialiste, il a fait campagne avec la gauche pour la paix en Algérie. Il pense qu'il faut faire cesser cette guerre «imbécile et sans issue».

1956



— *20 janvier 1956* —

Manifestations violentes à Tlemcen.

— *2 février 1956* —

Guy Mollet renvoie Jacques Soustelle. Il est remplacé par Robert Lacoste. Les Français d'Algérie ont aimé Jacques Soustelle, ils l'acclament et l'empêchent de partir.

— 6 février 1956 —

Guy Mollet, président du Conseil, est accueilli à Alger par les manifestations d'hostilité des Européens et des projectiles de tomates. C'est ce qu'on appelle «la journée des tomates». Mollet décide alors d'abandonner sa politique de recherche de la paix en Algérie : il fait le choix de la guerre totale. A cette occasion, les Européens ont fait la démonstration que la rue pouvait imposer un changement politique. Guy Mollet capitule à cause d'une manifestation et devient le symbole d'une gauche désemparée, emportée dans l'engrenage de la guerre d'Algérie.

— 9 mars 1956 —

Manifestations d'Algériens à Paris contre le vote des pouvoirs spéciaux.

—11 mars 1956 —

L'Assemblée nationale vote les pouvoirs spéciaux au gouvernement Guy Mollet. La plupart des garanties de la liberté individuelle sont suspendues en Algérie. L'armée est chargée «d'écraser les rebelles» et de «protéger» les populations. Guy Mollet avec les pouvoirs spéciaux pour l'Algérie donne carte blanche à l'armée avec un seul but : écraser le FLN. Il faut donc de plus en plus d'hommes et Mollet prend la décision de rappeler le contingent et de porter le service militaire à 28 mois.

—19 mai 1956 —

L'Union générale des étudiants musulmans d'Algérie (UGEMA) lance un mot d'ordre de grève pour une durée illimitée, et invite les étudiants et les intellectuels à rejoindre le FLN et l'Armée de libération nationale (ALN).

— 22 avril 1956 —

Pierre Mendès-France, ministre d'Etat sans portefeuille, en désaccord avec la politique algérienne du gouvernement, démissionne.

— 18 mai 1956 —

En Algérie, 19 appelés français, arrivés depuis seulement une semaine, sont massacrés.

— 5 juillet 1956 —

Grève générale des Algériens, en France et dans le département d'Alger.

— 20 août 1956 —

Le congrès du FLN à la Soummam (Kabylie) définit les buts de guerre, fixe les conditions du cessez-le-feu, des négociations de paix et nomme le FLN comme seul et unique représentant du peuple algérien. Il unifie les différents courants nationalistes. Il crée le Conseil national de la Révolution algérienne.

François Mitterrand intervient à nouveau – cette fois en tant que ministre de la justice – il refuse de donner la grâce à un combattant du FLN, Ahmed Zabana, qui est condamné

à mort. Il est guillotiné et les Algériens en font un martyr de la révolution. 112 autres combattants sont guillotines.

— *Septembre 1956* —

Les effectifs militaires sont portés à 600 000 hommes en Algérie.

— *22 octobre 1956* —

Détournement par les autorités françaises d'un DC-3 de Royal Air Maroc qui transporte plusieurs dirigeants du FLN de Rabat à Tunis. Ben Bella, Aït Ahmed, Boudiaf, Khider et Lacheraf sont faits prisonniers. En représailles, plusieurs dizaines de Français sont tués à Meknès (Maroc).

— *1^{er} novembre 1956* —

A l'occasion du deuxième anniversaire du déclenchement de la lutte armée, grève générale massivement suivie dans l'Algérois. Recrudescence du terrorisme en Algérie. Les premiers attentats à la bombe sont perpétrés à Alger par le FLN. En représailles, les civils français procèdent à des ratonnades dans Alger.

— *1^{er}-14 décembre 1956* —

Raoul Salan est nommé commandant en chef en Algérie. Il veut gagner le terrain militaire en écrasant le FLN. Il ferme tous les passages entre la Tunisie et le Maroc. Il ratisse chaque ruelle, chaque terrasse. Tout le monde est suspect. On expédie les suspects vers «les centres de transit». L'usage de la torture et des exécutions sommaires provoque un malaise dans l'armée. Elle se généralise dans tout le territoire.

— *5 décembre 1956* —

Le gouvernement français dissout les conseils généraux et les municipalités en Algérie.

1957

— *7 janvier 1957* —

La 10^{ème} division de parachutistes du général Massu est chargée du maintien de l'ordre à Alger. C'est le début de la bataille d'Alger. A la fin de 1956, le FLN change de tactique et multiplie les attentats à Alger. Au sein de l'armée française, le général Massu et sa 10^{ème} division de parachutistes, entrent dans la ville en janvier 1957. Les hélicoptères survolent la Casbah, les quartiers musulmans sont entourés, les paras remplacent la police. Les bombes du FLN tuent des dizaines d'Européens.

— *Janvier/février 1957* —

Recrudescence d'attentats à la bombe contre des civils et des militaires à Alger. Plus de 30 morts et une centaine de blessés.

— Fin février 1957 —

De nombreux dirigeants du FLN sont arrêtés.



Six chefs du FLN

— 26 février 1957 —

Le quotidien *L'Humanité* publie la lettre d'un soldat français qui dénonce l'utilisation de la torture par l'armée française en Algérie. Un mois plus tard, le général Jacques de La Bollardière demandera à être relevé de son commandement en Algérie pour protester contre la torture.

— Mars 1957 —

Larbi Ben M'hidi, à l'origine de la création du FLN, est assassiné par les parachutistes du colonel Bigeard après avoir été torturé.

— 13 avril 1957 —

Djamila Bouhired, accusée d'avoir posé une bombe dans un café près de l'université

d'Alger, est arrêtée. Torturée, elle signe des aveux. Son avocate, Gisèle Halimi, reçoit le soutien d'intellectuels français comme Simone de Beauvoir, Françoise Sagan...

— 17 mai 1956 —

Maurice Papon arrive à Constantine. Toutes ses méthodes sont couvertes par l'autorité politique.

— 28 mai 1957 —

Massacre de la population civile du douar Melouza par le FLN. Bilan : 301 morts et 14 blessés.

— 11 juin 1957 —

Arrestation et mort de Maurice Audin, militant du parti communiste algérien et mathématicien.

— Septembre 1957 —

Le chef du FLN à Alger, Yacef Saadi, est arrêté le 25 septembre. Son adjoint, Ali La Pointe se suicide alors qu'il était sur le point de se faire capturer. C'est la fin de la «bataille d'Alger».

— 29 novembre 1957 —

L'Assemblée nationale vote la loi-cadre et la loi électorale de l'Algérie.

— Décembre 1957 —

Violents combats dans l'est-Constantinois. Assassinat de Abane Ramdane, principal organisateur du Congrès de la Soummam.

1958

— 7 janvier 1958 —

Début de l'exploitation du pétrole saharien. Des soldats français tombent en embuscade près de la frontière tunisienne. Quatre d'entre eux sont emmenés en Tunisie. Le général Salan, commandant en chef de l'armée en Algérie, demande au gouvernement de poursuivre l'ennemi algérien jusqu'en Tunisie. Le gouvernement accepte. L'aviation française pourchasse donc «les rebelles».

— 7 février 1958 —

Un avion de chasse est mitraillé depuis Sakh.

— 8 février 1958 —

Le groupement aérien de Constantine décide, avec l'accord du général Salan, mais sans

que le gouvernement français en soit averti, le bombardement du village de Sakhiet-Sidi-Youssef. L'opération fait 70 morts, dont 21 enfants d'une école. La nouvelle fait le tour du monde et l'opinion publique internationale est choquée. La France est très affaiblie. La IV^{ème} République est sur le point de tomber.

— 15 avril 1958 —

Démission du gouvernement Gaillard. Crise ministérielle en France.

— 26 avril 1958 —

Manifestations à Alger en faveur de l'Algérie française. 30 000 Algérois demandent un gouvernement de salut public après la chute du gouvernement Gaillard.



Banderole à Alger en 1958

—13 mai 1958 —

Prise du gouvernement général par les Européens à Alger. Un Comité de salut public est créé sous la présidence du général Massu, et on fait appel au général de Gaulle. Foule à Alger pour rendre hommage aux quatre membres du contingent assassinés par le FLN. L'armée apparaît comme la dernière autorité à appuyer le pouvoir. La République se disloque et la voie est libre pour les généraux Salan et Massu. Ils créent un comité de salut public censé diriger l'Algérie. L'armée prend le pouvoir en Algérie - un pouvoir sans légalité. Les militaires réclament un homme au dessus des partis, un homme providentiel : le général de Gaulle. C'est donc à Alger que le destin de la France est en train de se jouer.

— 14 mai 1958 —

Salan crie «Vive de Gaulle» à Alger. De Gaulle se déclare prêt à assumer les pouvoirs de la République.

— 28 mai 1958 —

Démission de Pflimlin : «Mon gouvernement se trouve affaibli, en conséquence j'ai présenté ma démission.» Le même jour 200 000 personnes manifestent à Paris «le fascisme ne passera pas» pour lutter contre l'arrivée de Charles de Gaulle qui n'est pas élu. Réponse de Charles de Gaulle «comment voulez-vous qu'à 67 ans je commence une carrière de dictateur ?»

— 1er juin 1958 —

La confiance de l'Assemblée nationale est votée en faveur de de Gaulle. Il a posé deux conditions : les pleins pouvoirs pendant six mois et l'avènement d'une nouvelle République dont il veut écrire la constitution.

— 4 juin 1958 —

Il se rend en Algérie et compte sur ses fidèles : Sallan, Massu, Soustelle. Il prononce son fameux discours «Je vous ai compris» sur la place du Forum à Alger.

— 19 septembre 1958 —

Proclamation du gouvernement provisoire de la République algérienne avec Ferhat Abbas. Il a le soutien du Roi du Maroc. Il dit «nous ne sommes pas des ennemis de la France, au contraire nous souhaitons la collaboration sur des bases nouvelles dès que nous aurons obtenu l'indépendance.»

— 28 septembre 1958 —

Préparation du référendum pour la nouvelle constitution. L'équation est simple : voter «oui» c'est voter pour la paix en Algérie. La grande révolution de ce vote est l'acquisition de la pleine citoyenneté pour tous les musulmans en Algérie, y compris les femmes qui votent pour la première fois. La population algérienne participe massivement au référendum. Triomphe personnel pour de Gaulle. En métropole : 80% OUI / Algérie 95% OUI.

La France entre dans la Cinquième République

1959

— *Été 1959* —

«L'Algérie de papa est morte si on ne le comprend pas, on mourra avec elle.» dit le Général de Gaulle pendant son voyage en Algérie.



De Gaulle, allocution à la télé, 1959

— *16 septembre 1959* —

De Gaulle se proclame dans un discours pour l'auto-détermination de l'Algérie : «Je m'engage à consulter les algériens dans leur douze départements au sujet du destin qu'ils veulent adopter. Je considère comme nécessaire que ce retour à l'auto-détermination soit proclamé aujourd'hui.» Un vrai coup de théâtre. Les leaders du FLN sont pris de cours mais ils demeurent inflexibles : ils veulent l'indépendance. De Gaulle ordonne la mutation de Massu.

1960

— *24 janvier 1960* —

La semaine des barricades. Les supporters de l'Algérie française se sentent trahis par le départ de Massu et entreprennent le siège d'Alger. Ils croient encore au poids politique de la foule qui a fait tomber une République. Il y a un affrontement entre français et gendarmes et une fusillade qui fait 20 morts et 150 blessés. Les Français s'entretuent en Algérie et au bout d'une semaine le mouvement s'essouffle. Cette semaine révèle l'anti-gaullisme des Français d'Algérie. Mais de Gaulle commande un sondage qui le conforte : 70% des Français soutient sa politique.

— 5 septembre 1960 —

Ouverture du procès Jeanson, dit des «porteurs de valises». Des militants de gauche ayant milité pour la cause du FLN : transport d'argent ou d'armes, passeurs... Ils sont condamnés à dix ans de prison. En soutien à ce projet, 121 intellectuels signent «le droit à l'insurrection».

— 9 décembre 1960 —

C'est le dernier voyage de de Gaulle en Algérie qui se passe sous très haute tension. Les futurs pieds-noirs comprennent que de Gaulle est en train de les lâcher.

—10 décembre 1960 —

Alger est une ville assiégée. Certains ultras de l'Algérie française tirent sur les musulmans. Durant cinq jours : Alger est devenu sanglante. Environ 200 musulmans tués.

1961

— 8 janvier 1961 —

Organisation du référendum «Etes-vous pour l'auto-détermination en Algérie?». La même question est posée en métropole et en Algérie. C'est le destin de l'Algérie qui se joue en un vote. Le «oui» est voté à plus de 75% en métropole et 70% en Algérie.

—11 février 1961 —

Création de l'OAS (Organisation de l'armée secrète). Organisation politico-militaire clandestine française pour la défense de la présence française en Algérie par tous les moyens, y compris le terrorisme à grande échelle.

— 21 avril 1961 —

Putsch des généraux. Quatre généraux prennent le pouvoir à Alger pour que l'Algérie reste française : Jouhaud, Salan, Challe, Zeller. Ils s'emparent à Alger de la radio, de l'hôtel de ville et de l'aéroport. Mais la majorité des soldats refusent de participer au coup d'état.

— 22 avril 1961 —

De Gaulle applique l'article 16 pour les pleins pouvoirs. Le soir il parle à la télé en costume de général.

— 9 septembre 1961 —

Un attentat revendiqué par l'OAS manque de tuer le président de la République. La bombe a sauté mais quelques secondes trop tard. Entre Salan et de Gaulle c'est une lutte à mort. Pour maintenir l'ordre, de Gaulle fait appel au préfet de police à Paris, Maurice Papon. Les consignes sont strictes : aucune manifestation de soutien à l'Algérie ne sera tolérée. Papon décide de soumettre les travailleurs nord-africains à un couvre-feu. Ils n'ont plus le droit de sortir après 20h.

— 17 octobre 1961 —

30 000 travailleurs dénoncent le couvre-feu et quittent les bidonvilles de Nanterre ou Gennevilliers où ils vivent. Ils se rassemblent à Paris. Le préfet Papon ordonne la dislocation de la manifestation. Une rumeur dit que certains gendarmes sont morts. C'est une manipulation destinée à provoquer une réaction violente. Vent de folie des gendarmes. Des algériens sont jetés dans la Seine. Les autorités françaises reconnaîtront seulement deux morts. Il y en a en réalité une centaine. Le palais des sports est réquisitionné pour parquer les milliers de personnes arrêtées. Dès le lendemain, des centaines de manifestants sont expulsés vers l'Algérie. Cette nuit-là sera oubliée longtemps des mémoires françaises or en Algérie c'est une journée de commémoration nationale.



1962

— Janvier 1962 —

Explosion de violence : plus de 800 attentats avec plus de 500 morts et 1000 blessés. L'OAS a essayé de tuer Jean-Paul Sartre et André Malraux.

— 8 février 1962 —

Manifestation des syndicats et des partis de gauche contre les violences de l'OAS et pour la défense de la République. La police charge. Les manifestants se réfugient dans la station de métro Charonne. Neuf d'entre eux sont morts étouffés. C'est un choc profond. 500 000 personnes se rassemblent pour les obsèques.

— 7 mars 1962 —

Ouverture des négociations entre le FLN et le gouvernement français. Louis Joxe, ministre de l'Algérie représente la France. Krim Belkacem représente l'Algérie. Durant onze jours, les deux partis discutent et arrivent enfin à un compromis : un cessez-le feu immédiat et l'indépendance par un référendum. La France pose deux conditions : la protection des populations européennes d'Algérie et le droit d'exploiter le Sahara pendant 6 ans. En contrepartie, le FLN obtient la poursuite du plan de Constantine (achèvement de l'aide économique de la France).



La table des négociations avec les deux délégations face-à-face avant la signature

— 18 mars 1962 —

Les accords d'Evian sont signés. Le FLN a réussi : il a eu l'indépendance, conservé le Sahara et est devenu l'unique interlocuteur de la France. Le matin même 197 attentats sont perpétrés en Algérie par l'OAS. Ils pratiquent la politique de la terre brûlée. Le FLN réplique par l'enlèvement d'européens.



Le FLN à la Conférence d'Evian

— 26 mars 1962 —

Grève générale menée par l'OAS suivie d'un grand rassemblement à Alger. Soudain, tout s'embrase. Affrontement entre Français et gendarmes qui fait 46 morts. Les pieds-noirs ont compris : ils n'ont plus leur place dans ce pays qu'ils aiment tant et décide de partir. Mais les autorités françaises ne sont pas préparées à un tel exode.

— 1^{er} juillet 1962 —

Référendum : «Voulez-vous que l'Algérie devienne un état indépendant coopérant avec la France ?» L'indépendance est approuvée à 99% (6 millions de votants répondent OUI et à peine 16 000 répondent NON).

— 3 juillet 1962 —

Le Général de Gaulle reconnaît l'indépendance de l'Algérie.

— 5 juillet 1962 —

Massacre d'une centaine de Français à Oran. Partout ailleurs c'est une liesse immense. Durant cinq jours les Algériens fêtent la naissance de leur nation. Ahmed Ben Bella devient le premier président de la République algérienne et a une voix à l'ONU.

1965

— 19 juin 1965 —

Après deux ans de République Algérienne, le colonel Houari Boumédiène organise un putsch militaire et prend le pouvoir en Algérie en renversant Ben Bella.



© Merve Ozaslan

B. Les mémoires de la guerre d'Algérie

— 31 juillet 1968 —

De Gaulle promulgue une loi qui prévoit «une amnistie générale de toutes infractions commises en relation avec les événements d'Algérie», notamment celles «commises par des militaires servant en Algérie».

— 1972 —

Création du Front National par Jean-Marie Le Pen, qui a été lieutenant de réserve rappelé de la 10^{ème} division de parachutistes pendant la guerre d'Algérie. De nombreux membres de l'OAS rejoignent et servent le mouvement, dont Jean-Jacques Susini, fondateur de l'OAS et Pierre Sergent, responsable de la branche métropolitaine de l'OAS.

— 1973 —

Attentat au consulat algérien de Marseille et assassinats d'Algériens . Cette année 1973 «apparaît comme un tournant, celui de la libération du racisme ordinaire» Benjamin Stora.

— Septembre 1974 —

Première grève de la faim de harkis et de leurs enfants pour obtenir la reconnaissance de leur droit.

— 10 mai 1981 —

Election à la présidence de François Mitterrand, ministre de l'Intérieur en 1954 dans le gouvernement de Pierre Mendès-France et garde des Sceaux en 1956 dans le gouvernement de Guy Mollet. Contre l'indépendance de l'Algérie, il avait préparé le projet de loi qui attribuait les pouvoirs spéciaux à l'armée.

— 3 décembre 1982 —

Utilisation pour la première fois dans son septennat du 49.3 par François Mitterrand pour réintégrer et réhabiliter les huit généraux du putsch de 1961, dont d'anciens membres de l'OAS.

«Et, bien vite, cette loi de 1982 qui avait pour justification le pardon commencera, d'abord, par réveiller l'ardeur des nostalgiques de l'OAS. Les leaders d'une extrême droite à 0,8 % des voix, au moment de l'élection présidentielle de 1981, "réintègrent" la vie politique.», Benjamin Stora, *La Gangrène et l'oubli*.

— Du 15 octobre 1983 au 3 décembre 1983 —

Suite à de rudes affrontements opposant policiers et jeunes dans le quartier des Minguettes dans la banlieue lyonnaise - pendant lesquels Toumi Djaïdja, le jeune président de l'association SOS Avenir Minguettes, est grièvement blessé - et dans un contexte de violences policières, dix-sept personnes partent de Marseille pour marcher jusqu'à Paris.

C'est le début de la Marche pour l'égalité et contre le racisme, surnommée par les médias «Marche des beurs». Elle s'étoffe peu à peu, et à Paris, plus de 100 000 personnes rejoignent les marcheurs. François Mitterrand les reçoit et répond à une de leur revendications qui est la création de la carte de séjour pour 10 ans. Ils réclamaient également le droit de vote pour les étrangers vivant en France. Ceci n'a toujours pas été accordé.

— 1991 —

Publication de *La bataille de Paris* de Jean-Luc Einaudi. 5 000 jeunes des banlieues défilent pour la reconnaissance des mémoires du 17 octobre 1961.

— 12 janvier 1992 —

Un décret reconnaît aux anciens combattants d'Algérie le statut de victimes de névroses traumatiques si un lien de causalité directe et déterminante entre l'imputabilité de névrose et un fait de service est établi.

— 1998 —

Procès Papon qui fait ressortir la mémoire de Vichy et du 17 octobre 1961, lorsque Maurice Papon était préfet de Paris.

— 1999 —

L'Assemblée nationale reconnaît le terme de «guerre d'Algérie» à la place des expressions «maintien de l'ordre», «opération de pacification».

— 31 octobre 2000 —

L'Humanité publie un appel lancé par douze personnalités aux plus hauts responsables de l'État afin qu'ils condamnent la torture pratiquée au nom de la France pendant la guerre.

— 2005 —

Abrogation de l'article de loi du 23 février 2005, selon laquelle «les programmes scolaires reconnaissent le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord».

— Novembre 2005 —

Emeutes des banlieues. Promulgation d'une loi sur l'état d'urgence prolongeant la loi de 1955, promulguée au début de la guerre d'Algérie.

— 17 octobre 2012 —

François Hollande rend hommage à la mémoire des victimes du 17 octobre 1961 qui manifestaient pour le droit à l'indépendance à Paris et ont été victimes d'une sanglante répression.

— 13 septembre 2018 —

Emmanuel Macron rend visite à la veuve de Maurice Audin et déclare que son mari, le mathématicien Maurice Audin, militant communiste en Algérie, disparu en juin 1957, a bien été enlevé, séquestré, torturé, puis exécuté, par la faute de l'Etat français.

— 20 septembre 2018 —

Emmanuel Macron élève 26 harkis dans l'ordre de la Légion d'honneur.



© Nadjib Bouznad

PARTIE 3

Nos personnages, les porteurs de mémoire

Chacun des personnages de notre pièce a traversé différemment la guerre d'Algérie et sont porteurs d'une mémoire différente. Du côté algérien comme du côté français, les traversées et parcours au sein de cette guerre ont été très divers, opposés, conflictuels.

Nous avons choisi d'avoir sept personnages pour rendre compte d'une petite partie de cette diversité et de ces mémoires.



> **Amine** est un jeune homme algérien engagé au FLN, dans sa branche armée appelée ALN (Armée de libération nationale), qui se bat dans le maquis. Après la guerre, il participe à l'effort de reconstruction du pays en travaillant à l'usine. Mais les difficultés économiques commencent à se faire sentir et il décide d'émigrer dans les années 70 en France, où il travaille à l'usine. Il participe ainsi aux grandes vagues d'émigration algérienne avant la crise qui frappe la France en 1975. Il fait partie de la main d'œuvre immigrée qui a construit le pays pendant les Trente Glorieuses. Sa famille le suit et il participe ensuite aux luttes contre le racisme et les discriminations à l'égard des immigrés, engagement qu'il a du mal à transmettre à son fils, ce qu'il déplore.

Les soldats du FLN, appelés « moudjahidine » ou « fellagas » par les français. Le Front de libération nationale est le mouvement qui s'est revendiqué seul porteur de la lutte pour l'indépendance en 1954, en ouvrant le feu avec plusieurs attentats pendant la « Toussaint rouge ». Il élimine l'autre parti, père de la pensée de l'Indépendance, appelé MNA (Mouvement nationaliste algérien) et dirigé par Messali Hadj. Celui-ci est considéré comme trop pacifiste et trop vieux par le FLN qui choisit la violence radicale. Au départ, aucun membre du FLN n'avait plus de 26 ou 27 ans. Le FLN recouvre 6 sections appelées « wilayas », régions algériennes, qui étaient chacune dirigées par un leader différent. Certains soldats rejoignent les maquis et cherchent à prendre par surprise l'armée française en se cachant dans des recoins des montagnes. Pour cette raison, les Français ont l'impression d'être face à un ennemi sans visage, invisible, qu'il ne parvient pas à identifier.

> **Brahim** est un membre de la section française du FLN. Il vit en France et y travaille comme étudiant. Il est porté par les idées syndicalistes qui circulent dans le milieu militant. Il choisit de s'engager pour combattre depuis la France. A l'indépendance, il rejoint sa famille restée en Algérie. Militant communiste, il devient à son tour victime de la répression et de torture sous le gouvernement Boumédiène qui luttait contre les communistes. Il se rend compte que les idéaux révolutionnaires pour lesquels il s'était battu sont bien loin désormais.

La branche française du FLN a été très active pendant la guerre d'Algérie, contribuant au réseau d'information sur des attentats à Paris, en libérant des prisonniers, en faisant passer des armes. Les liens entre le FLN en France et en Algérie ont été importants. Cependant, à la libération, les membres de la section française ont été écartés des postes de pouvoir du gouvernement du nouveau régime algérien.



> **Raphaëlle** est une femme pied-noir, elle quitte l'Algérie en 1962 après les accords d'Evian pour rejoindre Marseille par bateau.

L'histoire de Raphaëlle est racontée par l'intermédiaire de son petit-fils qui cherche à récolter ses souvenirs de l'Algérie.

Les pieds-noirs. C'est par ce terme qu'on désigne les Européens qui vivaient en Algérie. La plupart étaient d'origine française et avaient rejoint l'Algérie suite à la colonisation. La plupart étaient de condition assez modeste, commerçants, artisans, ils avaient des droits supérieurs aux Algériens mais n'étaient pas aussi riches qu'on peut l'imaginer.

Mais ce terme recouvre aussi souvent les Juifs algériens dits aussi Juifs pieds-noirs qui étaient en Algérie bien avant 1830. Ces Juifs d'Algérie ont été naturalisés français suite au décret Crémieux de 1870, mais beaucoup parlaient arabe, leur langue d'origine.

> **Kamel** est un ancien harki qui a dû fuir l'Algérie à l'indépendance. Il a débarqué dans le camp de Bias, dans le Lot-et-Garonne, où il élève ses enfants dans des conditions difficiles, notamment son fils Nicolas qui racontera l'histoire de son père et cette transmission douloureuse.

Les harkis sont des soldats musulmans qui se sont battus du côté de la France pendant la guerre d'Algérie. Les raisons pour lesquelles ils rejoignent la France sont très diverses. Certains sont tentés de le faire pour échapper à la misère et toucher une pension, d'autres fuient les massacres et ont peur de sanctions de la France car ils ne croient pas à l'indépendance, d'autres encore sont forcés à rejoindre la France à la suite de violences ou de tortures, enfin, certains le font par conviction, notamment si certains membres de leurs familles ont déjà servi la France en 14-18 et en 39-45 parmi les soldats indigènes dits aussi « tirailleurs » de l'armée française.



> **Gérard** est un jeune soldat envoyé en Algérie en 1955 dans les SAS (sections administratives spécialisées), qui ont pour mission de pacifier l'Algérie en ralliant les Algériens à la cause française. Cette tentative menée par Jacques Soustelle sous le gouvernement Guy Mollet est appelée « La conquête des cœurs ». Elle vise à soigner, éduquer, fournir des aides aux populations pour les apaiser en douceur. Mais il est déjà trop tard et Gérard assiste aux violences de l'armée française (opérations de ratissage, tortures) et aux violences du FLN (attentats à Alger lors de sa permission). Il revient en France brisé.

Les appelés sont les soldats envoyés en Algérie pour « pacifier » comme on disait à l'époque, se battre contre le FLN. Ils sont souvent très jeunes et envoyés dans le cadre de leur service militaire, leur présence est au départ de 24 mois. Mais à partir de 1956, quand les combats s'intensifient, on envoie à nouveau des soldats qui étaient rentrés en France, prolongeant ainsi leur mobilisation, on les appelle alors « les rappelés ». L'envoi de troupes françaises est alors massif.

Parmi les appelés, quelques rares jeunes hommes décident de ne pas se battre et de déclarer leur volonté de ne pas se battre : certains vont en prison suite à leur refus de

servir l'armée, on les appelle les « insoumis », d'autres choisissent de fuir l'armée une fois engagés, on les appelle les « déserteurs ».

> **Francis** est un jeune officier français, également envoyé en Algérie dans les SAS, mais qui croit fermement aux vertus civilisatrices de la colonisation française. Il est prêt à tout pour défendre sa mission et les intérêts français. Il se sent trahi par de Gaulle et les décisions françaises à partir de 1958 et ne parvient pas à comprendre pourquoi la guerre qu'il a menée est tout à coup considérée comme illégitime. Il est également très touché à l'idée d'abandonner les harkis qui étaient sous ses ordres en Algérie et les livrer aux potentiels massacres. Il décide alors de rejoindre l'OAS (Organisation armée secrète) en usant de ses positions stratégiques dans les dernières années de la guerre. Il est également traumatisé et marqué par cette période.



L'OAS. Organisation armée secrète est une organisation clandestine fondée en février 1961 pour défendre l'Algérie française. Son action passe par tous les moyens (y compris le terrorisme, des attentats en France et en Algérie contre des populations algériennes et des figures clés de l'indépendance tels que le général de Gaulle, Jean-Paul Sartre, André Malraux), elle est fondée par deux activistes importants qui sont réfugiés à Madrid, Jean-Jacques Susini et Pierre Lagaillarde, et rallie aussi des militaires défenseurs de l'Algérie française tel que Raoul Salan. Les populations européennes s'en rapprochent parfois, désespérées de devoir quitter leurs terres, pour trouver un soutien. L'action de l'OAS dure pendant les premières années de l'indépendance, il s'agit de la politique de la « terre brûlée », plus rien à perdre, on ne laissera rien de l'Algérie.

> **Mado** est une militante française qui a rejoint des groupes de soutien au FLN et a vécu clandestinement en aidant la branche française du FLN à passer la frontière belge en leur servant de couverture, en faisant circuler des tracts, de l'argent, à trouver des planques et à libérer des prisonniers. Une fois découverte, elle fuit au Maroc en attendant la fin de la guerre. Elle rejoint alors Alger pendant les premières années de l'indépendance jusqu'au coup d'Etat de Boumédiène. Elle a alors été chassée d'Algérie et a rejoint la France en 1965.



Les porteurs.ses de valises ou militants français

en métropole. Des réseaux de soutien au FLN s'organisent en France. Le plus connu est appelé « réseau Jeanson », qui fait passer de l'argent au FLN

pour le soutenir, on a appelé ces militants « porteurs de valises ». Ce réseau est démantelé en 1958 et le réseau Jeanson est condamné.

Certains militants rejoignent alors un autre réseau anticolonialiste appelé « réseau Curiel ». Les militants qui décident de rejoindre l'Algérie après 1962 pour participer à la reconstruction du pays sont appelés « pieds-rouges ». Ils sont quelques milliers, soit une toute petite majorité.

*
es.

PARTIE 4

Les intellectuels et la guerre d'Algérie : La littérature comme arme

La guerre a eu lieu par les armes, mais elle a aussi eu lieu via les arts et la littérature. Auteurs, metteurs en scène, réalisateurs et éditeurs se sont massivement engagés dans le conflit de l'indépendance algérienne. Nous avons voulu leur dédier plusieurs scènes, et prendre ainsi de la distance face aux événements. Plutôt que de mettre en scène la guerre, nous avons fait le choix d'entendre ceux qui la relatent et se battent pour qu'elle soit reconnue comme guerre ainsi que ceux qui pensent que ce sont par la langue française et la poésie que l'égalité se fait. Les scènes jouées et reprises dans le spectacle sont :

A. La première du *Cadavre encerclé* de Kateb Yacine Théâtre Molière, Bruxelles, novembre 1958

La scène que nous présentons reprend cette anecdote qui nous a été racontée par la femme d'Edouard Glissant. Elle se passe dans la loge du Théâtre Molière, puis sur scène avec les premières pages du texte de Lakhdar, personnage principal du *Cadavre encerclé*. Trois artistes sont présents : Kateb Yacine, Edouard Glissant, deux auteurs et Jean-Marie Serreau, un metteur en scène et acteur.

Le contexte de la scène



© Kateb Yacine par Mustapha Boutadjine, Paris 2004

Kateb Yacine est un auteur algérien né en 1929 à Constantine. Mis par ses parents à l'école française, il apprend vite une seconde langue, autre que sa langue maternelle, le français, dans laquelle il écrira par la suite. Les écrits de Kateb œuvrent à la reconstruction de l'identité algérienne, l'écriture constitue pour lui un combat par les mots, qui s'associent aux combats de l'indépendance. C'est à l'intérieur de la langue française (poétique, romanesque, théorique), que s'affirme l'identité de l'ancien colonisé, hors des déterminations de son ancien oppresseur. La conscience de participer à la modification des imaginaires, d'imposer un vocabulaire, un rapport à la langue, une mythologie nouvelle se fait donc avec les outils linguistiques

hérités de la colonisation. Kateb dit d'ailleurs que la langue française est son « butin de guerre ». Marqué par les répressions sanglantes de Sétif le 8 mai 1945, suite aux frustrations liées aux participations des Africains aux conflits de 39-45 et l'absence totale de reconnaissance de l'Etat français, il écrit une pièce qui prend pour point de départ cet événement. Le *Cadavre encerclé* prendra donc racine dans la violence de la répression coloniale. La pièce est publiée en 1954, au début de la guerre d'Algérie dans la Revue *Esprit* et elle est immédiatement interdite en France.

L'aventure du *Cadavre encerclé*

Jean-Marie Serreau, metteur en scène engagé et sensible aux questions coloniales lit la pièce de Kateb et décide immédiatement de la monter. Cependant, la pièce est interdite et il ne parvient pas à trouver un lieu en France où la faire jouer. Seul le Théâtre Molière à Bruxelles, accepte d'accueillir la création.

Pour présenter la pièce au public, Kateb Yacine songe à un ami, Edouard Glissant, une autre figure de la pensée décoloniale. Glissant est martiniquais, héritier même s'il s'en éloigne des écrits d'Aimé Césaire. Il est proche du combat de Kateb Yacine, partageant la même lutte et les mêmes armes.

Une fois à Bruxelles, en novembre 1958, les trois hommes reçoivent une menace d'un groupe terroriste anti-indépendantiste, La Main rouge qui leur fait parvenir un message : « Le premier qui montera en scène sera abattu. »

Glissant raconte sa terreur à la lecture du billet, car il est le premier à entrer en scène pour présenter la pièce. Kateb le regarde implacable, et lui dit « allez mon vieux, on y va ». La représentation a bien eu lieu. Personne n'a tiré.

«LAKHDAR -

Ici est la rue des Vandales. C'est une rue d'Alger ou de Constantine, de Sétif ou de Guelma, de Tunis ou de Casablanca. Ah ! L'espace manque pour montrer dans toutes ses perspectives la rue des mendiants et des éclopés, pour entendre les appels des vierges somnambules, suivre des cercueils d'enfants, et recevoir dans la musique des maisons closes le bref murmure des agitateurs (...)C'est une rue toujours crépusculaire, dont les maisons perdent leur blancheur comme du sang, avec une violence d'atomes au bord de l'explosion.»

Le Cadavre encerclé, Kateb Yacine

B. Le procès de Jérôme Lindon

Tribunal de première instance de la Seine 17^{ème} chambre, Paris, 1961.

La censure, les saisies



© Jérôme Lindon 05/11/1969

Pendant la guerre, les médias sont massivement censurés ou silencieux quant à la réalité du conflit. Le mot « guerre » n'est pas utilisé, et on préfère dire qu'on va « pacifier » l'Algérie. Cette politique a pour but que l'opinion publique ne sache pas ce qui a lieu en Algérie et notamment ne connaisse pas la réalité des pratiques militaires, notamment la torture, massivement employée par l'armée française.

Quelques auteurs et éditeurs s'engagent néanmoins pour relayer l'information. Plusieurs maisons d'éditions publient des témoignages, des ouvrages romancés ou non qui relatent les faits. Parmi celles-ci on compte Maspero, mais aussi les Editions de Minuit, dirigées par Jérôme Lindon.

Les Éditions de Minuit ont été créées pendant la guerre de 39-45, pour soutenir la Résistance. Elles

publient *le Silence de la mer* de Vercors, qui parle des maquis et des résistants aux nazisme.

Pendant la guerre d'Algérie, Jérôme Lindon publie plusieurs ouvrages importants :

- > *La Gangrène*, témoignages de plusieurs membres du FLN qui parlent des tortures infligées par l'armée française,
- > *l'Affaire Audin* de Pierre Vidal-Naquet, à propos du meurtre déguisé de Maurice Audin, président du parti communiste algérien et anti-colonialiste,
- > *Pour Djamilia Bouhired* de Georges Arnaud et Jacques Vergès, ouvrage qui prend la défense d'une militante du FLN condamnée à mort par le gouvernement français pour des actes terroristes,
- > *La Question de Henri Alleg*, où un proche de Maurice Audin, journaliste, raconte de façon détaillée les tortures qu'il a subies.

Tous les exemplaires de ces œuvres ont été saisis, et on a interdit leur diffusion, cela de façon illégale puisque Lindon n'a pas toujours été légalement condamné.

Pour la publication du *Déserteur* de Maurienne, cependant, Jérôme Lindon est convoqué par le Tribunal de première instance pour être jugé pour « provocation à la désobéissance militaire ».

L'ouvrage de Maurienne, *Le Déserteur*, et la condamnation

L'ouvrage est un récit à la première personne, celui d'un jeune instituteur communiste qui est envoyé pour se battre en Algérie. Il se trouve confronté aux pratiques de l'armée française et se pose la question de la légitimité de cette guerre. De nombreuses discussions avec ses camarades de l'armée donnent à voir les réflexions de jeunes hommes envoyés au front, obligés de défendre une cause injuste. Le personnage déserte, faute extrêmement condamnable en temps de guerre. Il est donc contraint de vivre dans l'illégalité.

On sait aujourd'hui que l'auteur de la pièce est en réalité M. Hurst, et que le récit est, au moins en partie autobiographique, et c'est la raison pour laquelle le tribunal juge cette œuvre dangereuse car selon eux, ce témoignage est un pamphlet ayant pour but d'inciter de jeunes hommes dans le doute à eux-mêmes déserteur.

Le procès joue donc sur le double statut de l'œuvre : œuvre autobiographique et témoignage à visée politique, ou œuvre de fiction contenant des aspects autobiographiques, appelée « roman » par son auteur.

A travers le procès se joue aussi la question de la vérité sur la torture. Puisque de nombreux témoins appelés par la défense de Lindon montrent que la culpabilité en temps de guerre, ne se situe pas du côté de ceux qui révèlent la vérité et les abus des conflits, mais du côté de la censure, bien que le mot ne soit pas prononcé. A travers la torture, on retrouve le choc assez récent de la guerre 39-45 et des pratiques de la Gestapo.

La scène que nous jouons dans le spectacle reprend donc le compte rendu sténotypique du procès, édité aux Editions de Minuit et appelé *Provocation à la désobéissance, Le procès du Déserteur*. Elle met en jeu Lindon, son avocat, le procureur et le juge ainsi que deux témoins, dont l'éditeur de Gallimard. Elle nous permet de mettre en lumière la responsabilité et l'engagement de certains éditeurs.

«Monsieur le président, je suis prévenu de provocation publique de militaires à la désobéissance, pour avoir publié *Le Déserteur de Maurienne*. C'est la première fois, à ma connaissance, qu'un éditeur est poursuivi pour les opinions émises par un personnage de roman. Le jour viendra-t-il où un roman qui prendra pour thème un assassin, un traître ou un faux-monnayeur risquera de valoir à son éditeur d'être poursuivi pour provocation au crime ? Je ne crois pas que *Le Déserteur* soit un roman d'amour, ou un roman d'aventures, mais s'apparente à une tradition du roman français qui est celle des moralistes.

Cependant, M. Hurst, plutôt que de situer ses personnages dans le cadre d'un monde imaginaire, les a placés dans le cadre des problèmes de nos jours. Et tout se passe en réalité aujourd'hui, comme si ce qu'on reprochait à ce livre, c'était moins d'être le portrait d'un homme qui désobéit, que d'être, comme vous l'avez dit tout à l'heure, une provocation très précise à la désobéissance dans la guerre d'Algérie (...) Comment ne va pas y voir un acharnement contre ceux qui prennent la parole pour dénoncer ce qui se passe en Algérie ?»

Jérôme Lindon

C. La Bataille d'Alger de Gillo Pontecorvo

Après la place du théâtre et de la littérature, nous avons voulu faire une place au cinéma, en revenant sur le tournage d'un film culte en Algérie et très méconnu en France, *La Bataille d'Alger*, réalisée par un italien, Gillo Pontecorvo.



Affiche de la Bataille d'Alger

Tourné en 1965, soit juste après l'indépendance de l'Algérie, le film revient sur un épisode majeur de la guerre, la bataille d'Alger, qui eut lieu en 1957 et fut un véritable pivot de la guerre. Le FLN, caché dans la casbah d'Alger, dans des ruelles étroites et des planques, est difficilement contrôlable pour l'armée française. Les attentats du FLN, montant en puissance – les attentats du Milk Bar et du Casino de la Corniche ont notamment été très violents – effraient les Français d'Algérie, et le gouvernement prend des mesures répressives féroces. Un commando de parachutistes est envoyé à Alger et dirigé par le général Massu. La traque des dirigeants du FLN commence alors avec des méthodes violentes. De nombreuses arrestations ont lieu et beaucoup sont torturés, jusqu'à ce qu'ils parlent et donnent des

informations : il s'agit de savoir où et quand vont exploser les bombes, où se trouvent les dirigeants du FLN, pour démanteler complètement le réseau. Le film montre notamment l'arrestation de Larbi Ben m'Hidi et de Ali la Pointe. Nous avons choisi de faire rejouer la scène de l'arrestation de Ben M'hidi et la conférence de presse sur scène, et de montrer les coulisses du tournage.

Beaucoup de pieds-rouges et de pieds-noirs restés en Algérie sont figurants ou interprètes sur le tournage, nous sommes partis d'un récit de l'une d'elles pour imaginer la scène.

La mémoire du film

La reconnaissance du film a été immédiate : il a notamment gagné un Lion d'or à la Mostra de Venise en 1966.

Le film est projeté deux fois par an en Algérie et connu par tous les enfants : il sert de commémoration au 1^{er} novembre 1954, début de la guerre et au 5 juillet 1962, jour de l'indépendance. En France, le film a été retiré de l'affiche lors de sa sortie et n'a pas été relayé ni fait partie de la mémoire nationale. Ce différentiel permet de bien montrer comment la mémoire de la guerre est diamétralement opposée en France et en Algérie. Un réalisateur de documentaire, Malek Bensmaïl, a décidé de tourner un film sur cette mémoire : *La Bataille d'Alger, un film dans l'Histoire*.

D. Assia Djebar et le discours à l'Académie française

2006



Assia Djebar

Une autre figure d'écrivain, Assia Djebar, figure dans le spectacle. Romancière, nouvelliste et poète, née en 1936 près d'Alger, elle est la première autrice d'Afrique du Nord à entrer à l'Académie française. Nous avons souhaité clore le spectacle avec son discours d'entrée à l'Académie française, qui explique son rapport à la langue française et son souvenir à la guerre d'Algérie. Comment écrire dans la langue qui fait oublier et rend illégitime sa langue maternelle ? Comment écrire en France et porter avec soi les mémoires des opprimés ?

Parole de femme, mais aussi parole faisant le lien avec les écrits de Césaire et les mémoires des oppressions, nous avons souhaité faire de ce discours la clôture de notre diptyque, *Ecrire en pays dominé*.

Pistes d'analyses :

- > La langue française et l'expression d'un monde post-colonial
- > Exprimer les cicatrices de la guerre et de la colonisation

«Il y a une autre Histoire, Mesdames et Messieurs, et consécutive à celle-ci... Permettez-moi de l'évoquer à présent : la France, sur plus d'un demi-siècle, a affronté le mouvement irréversible et mondial de décolonisation des peuples. Il fut vécu, sur ma terre natale, en lourd passif de vies humaines écrasées, de sacrifices privés et publics innombrables, et douloureux, cela, sur les deux versants de ce déchirement.

L'Afrique du Nord, du temps de l'Empire français, — comme le reste de l'Afrique de la part de ses coloniaux anglais, portugais ou belges — a subi, un siècle et demi durant, dépossession de ses richesses naturelles, déstructuration de ses assises sociales, et, pour l'Algérie, exclusion dans l'enseignement de ses deux langues identitaires, le berbère séculaire, et la langue arabe dont la qualité poétique ne pouvait alors, pour moi, être perçue que dans les versets coraniques qui me restent chers.

Mesdames et Messieurs, le colonialisme vécu au jour le jour par nos ancêtres, sur quatre générations au moins, a été une immense plaie ! Une plaie dont certains ont rouvert récemment la mémoire, trop légèrement et par dérisoire calcul électoraliste. En 1950 déjà, dans son Discours sur le Colonialisme le grand poète Aimé Césaire avait montré, avec le souffle puissant de sa parole,

**comment les guerres coloniales en Afrique et en Asie ont, en fait,
« décivilisé » et « ensauvagé », dit-il, l'Europe ».**

(...)

**Passionnée, étais-je à vingt ans, par la stature d'Averroes, cet
Ibn Rochd andalou de génie dont l'audace de la pensée a
revivifié l'héritage occidental, mais alors que j'avais appris au
collège l'anglais, le latin et le grec, comme je demandais en
vain à perfectionner mon arabe classique, j'ai dû restreindre
mon ambition en me résignant à devenir historienne. En ce
sens, le monolinguisme français, institué en Algérie coloniale,
tendant à dévaluer nos langues maternelles, nous poussa encore
davantage à la quête des origines.**

**Ainsi, dirais-je, s'aviva mon « désir ardent de langue », une langue
en mouvement, une langue rythmée par moi pour me dire ou
pour dire que je ne savais pas me dire, sinon hélas dans parfois la
blessure... sinon dans l'entrebâillement entre deux, non, entre trois
langues et dans ce triangle irrégulier, sur des niveaux d'intensité
ou de précision différents, trouver mon centre d'équilibre ou
de tangage pour poser mon écriture, la stabiliser oui risquer au
contraire son envol.»**

Assia Djébar, Académie française, 2006

PARTIE 5

Les scènes historiques et contemporaines

D'autres scènes, cette fois-ci historiques, sont également jouées au plateau sous forme de *flash back*. Nos personnages, porteurs de mémoires, nous plongent dans ces scènes successives. Nous les avons écrites en improvisation ou bien en amont afin d'éclairer notre sujet sous un autre angle, celui du contexte historique et des enjeux politiques.

A. L'attentat du Casino de la Corniche



La Casino de la Corniche était un lieu très fréquenté par les jeunes Européens d'Algérie et les militaires en permission à partir de 1954. Beaucoup de groupes de musique s'y produisaient, notamment Lucky Starway et son orchestre, célèbre chef d'orchestre juif Algérien. Or, le 9 juin 1957, une bombe posée par le FLN explose au Casino de la Corniche, faisant 8 morts et 92 blessés. Lucien Seror a perdu la vie, sa chanteuse eut les pieds arrachés, le danseur les jambes sectionnées....

Nous avons choisi de traiter cet attentat car il symbolise l'escalade de la violence qui sévit à Alger en 1957 dans l'affrontement qui oppose les militants du FLN et les militaires. De plus, il crée un lien invisible et imaginaire avec l'attentat du Bataclan en novembre 2015.

B. Les accord d'Evian, 19 mars 1962



Les accords d'Evian sont l'aboutissement de deux ans de négociations entre le GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) et le gouvernement français, conduit par Louis Joxe.

Le 16 septembre 1959, le Général de Gaulle envisage la possibilité d'une indépendance en annonçant dans un discours l'autodétermination des Algériens via un référendum. Pour les nationalistes algériens, c'est un moment extraordinaire : c'est la première fois qu'un haut responsable politique français ouvre la porte à l'indépendance.

Le processus vers un accord de paix est donc engagé.

Les accords d'Evian marquent la fin d'une guerre et sont des accords fondamentaux dans l'Histoire. Ils sont approuvés très massivement par référendum le 8 avril 1962.

Deux thèmes principaux ressortent des accords :

1. Le sort du million de français d'Algérie. Les négociateurs prévoyaient un maintien de centaines de milliers de Français d'Algérie sur place, environ 600 000, et un rapatriement en métropole d'environ 400 000 Français d'Algérie. Or, au vu du contexte de violence qui a suivi le mois de mars 1962, l'immense majorité de cette population a quitté l'Algérie.

2. Le Sahara. Jusqu'en septembre 1961, le gouvernement français a tenté de garder le Sahara en travaillant à une partition de l'Algérie qui serait coupée en deux. Car l'enjeu de conserver le Sahara réside dans la perspective de l'exploitation du pétrole et la poursuite

des essais nucléaires qui avaient commencé pendant la guerre en 1959. Or, pour les Algériens il n'était pas question de cette partition. Face à ce refus, en septembre 1961, le Général de Gaulle reconnaît la souveraineté algérienne sur le Sahara. A partir de ce moment-là, il est possible désormais de négocier pour les Algériens les intérêts français. Les Français obtiennent donc le maintien de leur base militaire en Algérie et la poursuite des essais nucléaires jusqu'en 1967. Jusqu'à la nationalisation des hydrocarbures algériens de 1971, les Français ont sauvegardé leur intérêt économique dans ce domaine.

Après le cessez-le-feu, il y a une explosion de violence en Algérie du fait de l'OAS qui voulait empêcher que se réalise le processus d'indépendance. On bascule dans une totale irrationalité avec une vague d'attentats sans précédent qui est certainement une période des plus violentes de la guerre. Ce sursaut de violence est un échec car le référendum pour l'autodétermination de l'Algérie a bel et bien eu lieu le 1^{er} juillet 1962, où il a été ratifié à plus de 99%.

Nous avons choisi de rejouer une partie des négociations des accords d'Evian tout en les faisant commenter par Jean-Paul Sartre pour témoigner de l'échec de ces accords du à des tractations politiques et qui ont abouti à des désastres intimes : décès, exils, vagues de violence.

C. L'arrivée des pieds-noirs à Marseille



Malgré la clause des accords d'Evian prévoyant que la majorité des Français d'Algérie pouvait rester en Algérie, au vu des vagues de violence, la quasi-totalité de ce que nous appellerons «pieds-noirs», arrive en métropole. Ils sont composés d'Européens d'Algérie, de Juifs algériens et de harkis. Ils débarquent en bateau d'Alger à Marseille à partir de mars 1962. Ils ont tout quitté, viennent avec quelques valises et pour la plupart n'ont jamais mis les pieds en métropole. Ils découvrent donc un nouveau pays, la France, dans la douleur et l'arrachement, sentiment qu'ils n'oublieront jamais. La métropole, quand à elle, n'est absolument pas prête à accueillir un tel nombre de rapatriés. Entre avril et juillet 1962, ils sont plus de 700 000 à revenir en France, dont 450 000 à Marseille en fuyant les violences de l'Algérie. Le maire de Marseille, Gaston Defferre, déclare : «qu'ils aillent se réadapter ailleurs».

« Au total, seuls 90 000 rapatriés, sur les 450 000 qui ont débarqué à Marseille en 1962, ont pu être pris en charge par les autorités, souligne l'historien marseillais Jean-Jacques Jordi, spécialiste de l'histoire des rapatriés d'Algérie. Les autres ont été contraints de se débrouiller par eux-mêmes, et d'aller à l'hôtel, même si certains ont aussi pu compter sur la solidarité des associations. »

Ils connaissent une double hostilité. À la fois, ils sont accusés par les communistes d'être des racistes qui avaient colonisé les Algériens :

« Les communistes ont d'emblée affiché une forte hostilité à l'égard des rapatriés d'Algérie, collectivement accusés d'être autant de gros capitalistes, de racistes qui avaient fait «suer le burnous», et méritaient ce qui leur arrivait », poursuit Jean-Jacques Jordi. Sur le port, à l'été 1962, les dockers, tous encartés CGT, ont ainsi peint sur des banderoles des messages de bienvenue tels que « Pieds-noirs, rentrez chez vous » ou « Les pieds-noirs à la mer ». Débarquant des milliers de caisses contenant du mobilier et d'autres biens en provenance d'Algérie, les employés du port en dérobent près du quart, et laissent pourrir dans l'eau une bonne partie du reste, détruisant ce qui constitue à leurs yeux une opulence bien mal acquise.

À l'inverse, les Juifs algériens (estimés à près de 130 000), ont subi le racisme de la part des Français, qui les accusent d'être des « arabes », car ils étaient présents sur le territoire algérien bien avant la colonisation française, depuis l'Antiquité.

D. Le match de foot de 2001

Quelques semaines après l'attentat du 11 septembre 2001 à New-York, la France prépare un événement prévu de longue date : un match de football amical entre la France et l'Algérie. Fruit d'une volonté politique, il doit symboliser la réconciliation entre les deux pays, 40 ans après l'indépendance.



Le soir du match, l'enceinte du stade de France est placée sous haute surveillance. Quelques heures plus tôt, la presse a transmis une note des Renseignements généraux prévoyant des débordements, note qui fut également transmis au gouvernement de Lionel Jospin. Marie-George Buffet et le Premier ministre ont pris la décision de maintenir le match. Dès l'entrée dans le stade, l'ambiance est électrique. Thierry Henri aurait même dit à Mehdi Meniri, joueur de l'équipe d'Algérie «ce soir vous allez jouer à domicile.»

«On a demandé au football de recouvrir toutes les plaies encore saignantes de la guerre d'Algérie.»

Karim Nedjari, journaliste

La Marseillaise est sifflée, les joueurs sur le terrain eux-mêmes relatent qu'ils ne l'entendaient pas. Le match également. A la soixante-quinzième minutes de jeu, l'équipe de France domine et les premières intrusions ont lieu. Au moins deux cent supporters de l'équipe d'Algérie se précipitent sur la pelouse. Là, se situe la complexité de cette intrusion : ce sont de jeunes ou moins jeunes Français venus supporter l'Algérie qui descendent sur le terrain et qui en 1998 défilaient sur les Champs-Élysées avec un drapeau français dans une main et algérien dans l'autre. Pourquoi donc ces Français descendent sur le stade et interrompent le match ?



Les bleus une autre histoire de France,
S. Dauger, P. Blanchard, D. Dietz, 2016

«Beaucoup de voix s'élèvent pour protester contre ce match de football mais Marie-George Buffet, alors ministre de la jeunesse et des sports, veut que cette rencontre se maintienne et qu'il y ait un discours positif autour de ça : la France et l'Algérie ne se sont jamais rencontrés dans un match officiel de football depuis la fin de la guerre d'Algérie. (...)

Ce match là était donc plus qu'un match de football, c'était un match politique.»

Yvan Gastaud, historien

«C'est un souvenir très douloureux car on avait beaucoup rêvé de ce match. C'est un souvenir d'un échec assez violent.»

Marie-George Buffet ministre de la jeunesse et des sports

(1997-2002)

Lilian Thuram les interpelle, presque les larmes aux yeux, en leur disant : «Tu ne te rends pas compte du mal que tu es en train de faire au football, à ton pays ?» Il craignait de tout ce qu'on pourrait dire de tendancieux, de faux, de récupérateur.

Ce match de la réconciliation dont rêvait Marie-George Buffet s'achève dans la confusion et la déception. Il n'ira jamais à son terme et il reste aujourd'hui dans la mémoire collective comme un gâchis et une rupture.

Quelques mois plus tard, l'extrême droite se saisit du symbole et Bruno Mégret annonce sa candidature à l'élection présidentielle de 2002 devant le Stade de France en déclarant: «il faut remettre de l'ordre en France.»



Nous nous sommes inspirés des nombreux témoignages, réactions, analyses autour de ce match pour concevoir et écrire cette scène. Ce qui nous intéresse est comment la mémoire de la guerre d'Algérie se lit en filigrane, comment cet événement parle de la troisième génération après la guerre d'Algérie, de ces héritiers vivant en France, de leur intégration et de leur identité derrière ce match paradoxal :

«Pourquoi on a fait ce match d'ailleurs ? Au nom de quelle symbolique demande-t-on aux joueurs de résoudre quelque chose qui n'a pas été résolu.»

Claude Askolovitch, journaliste

«C'était le moment de pacifier les choses et le foot a ce pouvoir de faire le lien entre les gens. Et pour moi c'était très important de faire ce match. (...) Et là je me dis «qu'est ce qu'ils sont en train de faire ?» Ce qui m'énervait c'est que je voyais des gens sur le terrain avec le sourire. On avait l'impression qu'ils étaient en train de courir dans un pré ! Ils étaient heureux. C'est ça le problème. A aucun moment ils n'ont compris l'impact médiatique et politique de ce qu'ils allaient faire. Je pense qu'à ce moment il fallait rester sur le terrain et leur expliquer ce qu'ils étaient en train de faire.»

Lilian Thuram, joueur de l'équipe de France (1994-2008)

«France-Algérie n'est pas une rupture mais en réalité c'est quelque chose qu'on voyait depuis très longtemps : ce besoin de revendiquer son algérianité, comme nous refusons de voir cela nous pensons que ce sont des jeunes qui ne veulent pas s'intégrer. Or, au contraire, ils sont pleinement français, seulement ils veulent qu'on reconnaisse qu'il y a une part d'eux qui vient de l'autre côté de la Méditerranée.»

Rachid Benzine, politologue

PARTIE 6

L'espace du spectacle

Julie Boillot-Savarin, scénographe du spectacle, a réalisé la scénographie des deux spectacles du diptyque «Ecrire en pays dominé». Aujourd'hui elle répond à quelques questions pour éclairer sa collaboration avec la Compagnie Nova, les choix opérés pour l'espace de ce spectacle et la conception de son métier.



Modélisation de Et le cœur fume encore - © Julie Boillot-Savarin

Comment concevez-vous votre travail de scénographe ?

Julie Boillot-Savarin : Mes projets scénographiques s'élaborent à partir d'un faisceau de questionnements qui trouvent leurs réponses au travers d'échanges au sein de l'équipe artistique : quels sont les principes fondamentaux de la pièce et quel rôle joue l'espace en regard de ces enjeux ? Plus concrètement, s'agit-il de se situer dans un lieu et une temporalité existants et repérables par le spectateur ? Ou plutôt de laisser ce rôle au texte ou à un autre médium et de proposer un espace polysémique ouvert à l'imagination ? Quels sont les besoins matériels concrets : les indices adressés au public, les accessoires de jeu(x) offerts aux comédiens ? ...

Ensemble, on dégage des notions, des axes, qui trouveront plus tard leur traduction visuelle. Cette discussion commune préalable permet d'orienter mes recherches : je glane des images, dans le réel, mais aussi dans les champs du design et des arts plastiques,

j'envisage tout ce qui m'entoure comme source de matériaux dont j'interroge les potentialités dramaturgiques. J'en constitue une collecte iconographique que je soumetts de nouveau à l'équipe artistique. On choisit ensemble les éléments qui font sens, ceux qui offrent de possibles appropriations tant en termes dramaturgiques que techniques. Le choix des matières, des formes et des couleurs influence nécessairement ceux de la lumière ou encore des costumes. De la même façon, la manière d'architecturer le plateau impacte les circulations et les postures : c'est pourquoi j'envisage ma pratique sous l'angle du collectif, davantage comme un processus d'ajustement et de recherches transdisciplinaires, que comme la construction d'une architecture figée. C'est par la confrontation et la mutualisation des points de vue, des ressources et des contraintes que se dessine progressivement la géographie de la pièce, ses qualités scéniques et fictionnelles.

Comment s'est passée l'élaboration de ce projet scénographique ? Y avait-il des difficultés particulières avec ce projet ?

Julie Boillot-Savarin : *Et le cœur fume encore* se compose d'une séquence de tableaux aux cadres spatio-temporels multiples. De la France à l'Algérie, des années 50s à aujourd'hui, la difficulté principale du travail scénographique réside dans le fait de ne pas prédéterminer l'identité de l'espace mais de pouvoir faire coexister des lieux et des époques hétérogènes successivement et simultanément. Si la cohérence narrative de la pièce et sa mise en scène réclament des supports et des frontières tangibles, un second enjeu est de permettre dans un même temps une flexibilité et une porosité des espaces pour la circulation des corps et du récit.



Carven RTW SS16, installation espace éphémère, Tuileries, Bureau Betak

La scénographie retenue propose ainsi différentes aires de jeu s'articulant autour d'une "cloison" fluide et modulable qui délimite l'espace d'avant-scène en même temps qu'elle révèle le lointain, qui sépare l'espace à jardin et l'espace à cour tout en opérant une continuité, qui propose une limite tout en ménageant des ouvertures. Deux châssis latéraux en bois connotent une réalité plus concrète, une échelle plus intime, notamment grâce à l'ouverture d'une porte. Ils encadrent par ailleurs un tableau supplémentaire au lointain, une strate qui par l'usage d'un tulle propose une lecture floue des présences. Les sept comédiens au plateau peuvent ainsi circuler, se croiser, agir ensemble ou

individuellement. Quelques accessoires signifiants permettent de préciser l'espace en jeu de façon plus ponctuelle et de "recoloriser" la sobriété chromatique du dispositif d'un camaïeu sépia. Ce dernier s'affirme donc comme un outil, contre toute figuration, il délimite par assemblage un contexte qui participe à la structuration de la représentation.

L'écriture de la pièce et la construction de sa structure dramaturgique se sont déroulées



*Untitled (Golden), Felix Gonzalez-Torres
1995*

simultanément à l'esquisse de la scénographie. Il s'agit donc de rester à l'écoute et d'être en mesure d'adapter sa proposition. D'autant que le décor ne prend véritablement sens que lorsqu'il est activé au plateau, par les comédiens bien sûr mais aussi par les autres composantes scéniques, notamment la lumière qui va révéler l'image, l'effacer ou opérer des focus. Des premières intuitions à la restitution devant le public qui prolonge le sens par son imaginaire, il s'agit véritablement d'une démarche collaborative vivante.

Enfin, matériellement, il s'agit d'incarner ses idées avec les moyens dont on dispose. Il est parfois difficile de renoncer à certains choix esthétiques par contraintes techniques ou budgétaires. Mais ces mêmes contraintes sont aussi un véritable moteur d'inventivité : encore une fois, c'est souvent le collectif qui trouve des solutions créatives, qui sollicite un réseau d'acteurs et

de ressources augmentant ainsi les possibles de la compagnie. On opère également un relais dans la prise en charge du sens : si la scénographie ne peut pas dire la localisation alors c'est l'usage de la vidéo-projection qui le fera ; le son est également un formidable vecteur de création d'un environnement virtuel. C'est pourquoi il est fondamental de travailler de façon solidaire et complice.

Quelles sont les sources d'inspirations de ce travail ?

Julie Boillot-Savarin : Les sources d'inspirations de ce travail sont plurielles : pour nourrir la scénographie de façon cohérente, j'explore d'abord des archives historiques, des cartes postales anciennes, des œuvres picturales ou des photographies que complètent des reportages vidéographiques, dans une perspective documentaire. Une fois le processus de création enclenché, le regard s'arrête sur toutes sortes de matériaux à différentes échelles : cela peut-être un principe architectural ou cinématographique, un objet ou même seulement une matière... Je navigue intuitivement à travers les champs de la création et je tisse progressivement un réseau d'images, fabrique des collages et photomontages, des maquettes, un vocabulaire singulier naît de la convergence des recherches et des enjeux.

La méthodologie de travail de la Cie Nova répond à cette dynamique puisque chacun de ses membres est amené à chercher et à transmettre un ensemble d'informations selon des problématiques en partage. Ici, on retrouve l'influence d'une culture de l'installation contemporaine, dans la mise en tension de fragments et d'objets hétérogènes. Le travail de la plasticienne Tatiana Trouvé m'a particulièrement inspiré : à travers ses installations, elle interroge les notions de mémoire et d'expérience en suggérant des lieux qui déforment le réel, plastiquement mis en œuvre par des changements d'échelles, des assemblages insolites, tendant ainsi vers des espaces de fiction. Cette idée d'un espace de la mémoire, individuelle et collective, subjective et historique, est au cœur de notre propre recherche.

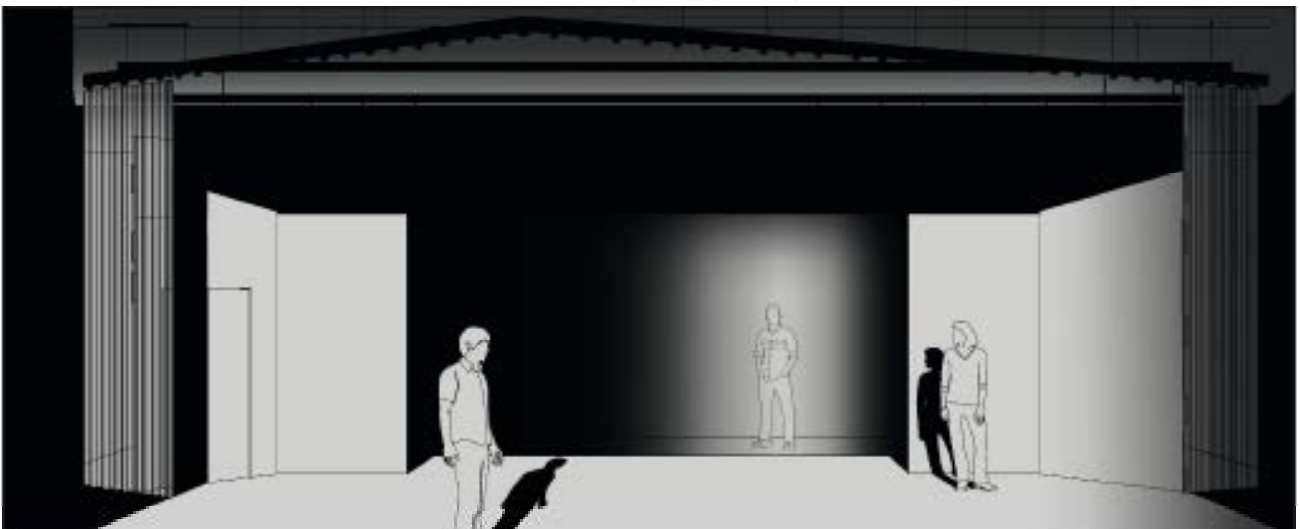
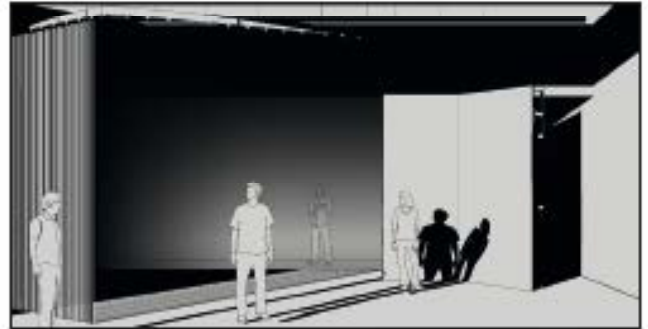
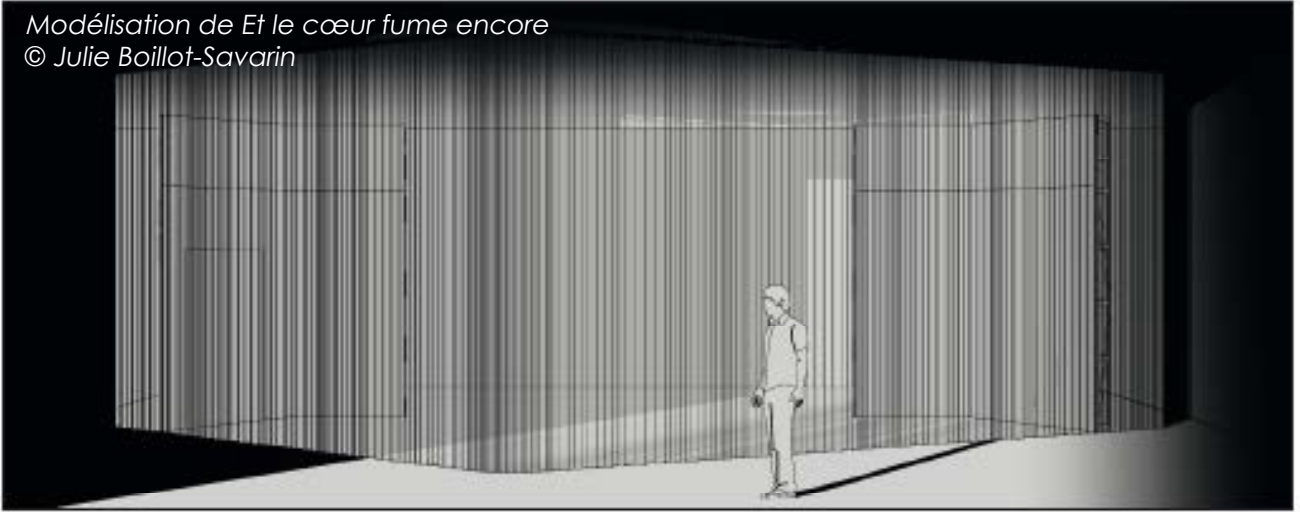


It-could-be-anywhere, photographie ancienne augmentée, Amy Friend

Le travail de l'artiste Felix Gonzalez-Torres, architecturalement plus minimaliste mais impliquant véritablement des corps en mouvement, m'a également conforté dans le choix d'une matière souple, vibrante, pénétrable et sensible aux variations de lumière. Dans un même temps, j'ai utilisé les potentialités d'éléments scéniques traditionnels, les tulles, les rails de patience, qui permettent des effets visuels multiples. À ce titre, je suis particulièrement sensible aux espaces épurés du metteur en scène Joël Pommerat et à sa façon d'architecturer le plateau : par l'usage de grands rideaux translucides, il esquisse des silhouettes aux contours nets ou diaphanes selon qu'elles se trouvent devant ou derrière le dispositif, permettant ainsi une pluralité de lecture des présences.

Je confronte ensuite tous ces matériaux avec ma propre subjectivité et les impératifs de la boîte théâtrale. Ces choix initiaux prédéfinissent un espace d'émergence. Il nous appartient ensuite pendant les temps de travail au plateau de faire vivre collectivement cet univers et de le nourrir de nos singularités.

Modélisation de *Et le cœur fume encore*
© Julie Boillot-Savarin



PARTIE 7

Bibliographie

Ouvrages historiques et sociologiques

Stéphane Beaud, *La France des Belhoumi, Portraits de famille (1977-2017)*, Paris, Editions La Découverte, 2018

Raphaëlle Branche, *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie (1954-1962)*, Paris, Gallimard, 2001

Raphaëlle Branche, *La guerre d'Algérie : une histoire apaisée ?*, Paris, Points, Seuil, 2005

Benjamin Stora, *La gangrène et l'oubli*, Paris, La Découverte, 2005

Benjamin Stora, *La guerre expliquée à tous*, Paris, Editions du Seuil, 2012

Roman, fiction, théâtre

Henri Alleg, *La Question*, Paris, Editions de Minuit, 2008

Alice Zeniter, *L'art de perdre*, Flammarion, 2017

Kateb Yacine, *Le poète comme boxeur*, Editions du Seuil, 1994

Kateb Yacine, *Le cadavre encerclé*, Points, 1998

Films

Guerre d'Algérie, La déchirure, de Gabriel Le Bomin et Benjamin Stora, France 2, mars 2012

La Bataille d'Alger, Pontecorvo, 1965

L'Oranais, Lyes Salem, 2014

La Compagnie Nova



La Compagnie Nova est créée en 2007 aux Lilas (Seine-Saint-Denis) par Margaux Eskenazi. Depuis plus de 10 ans, elle n'a eu de cesse d'affiner sa vision artistique et son projet théâtral avec les mises en scène de *Quartett* d'Heiner Müller (2009), d'*Hernani* de Victor Hugo (2011/2012), une adaptation de *Richard III* de William Shakespeare (2014/2015).

En 2016, rejoint par Alice Carré, elle lance le diptyque " Ecrire en pays dominé " avec *Nous sommes de ceux qui disent non à l'ombre*, volet 1 puis *Et le cœur fume encore*, volet 2 avec lequel elle développe une nouvelle façon de construire, penser et créer ces spectacles, consacré aux poétiques de la décolonisation et aux amnésies coloniales dans la France d'aujourd'hui.

Ce travail artistique est dépendant d'un travail d'implantation et d'actions sur le territoire, notamment en Seine-Saint-Denis où de nombreuses actions sont menées : mise en place d'une école du spectateur, temps de répétitions ouvertes, ateliers en établissements scolaires, ateliers de récit, spectacles en itinérance.... La Compagnie Nova aime à penser les implantations dans sur des territoires. Elle a été résidente de la ville de Livry-Gargan (2014), de Bobigny (2016), des Lilas (2017), de la Ferme Godier à Villepinte (2017) et du Studio Théâtre de Stains (2018).

Le projet de la Compagnie Nova, à la fois dans ses actions culturelles, son travail sur le territoire, et son projet artistique est de mettre au plateau les polyphonies de la mémoire composant la créolité de nos identités françaises.

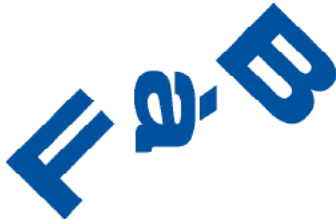
Elle est actuellement associée au Collectif 12 depuis 2018, en étroite collaboration depuis la saison 2019/2020 avec le Théâtre Gérard Philipe, CDN de Saint-Denis.

A partir de janvier 2020, Margaux Eskenazi rejoint Jean Bellorini au TNP-Villeurbanne comme artiste invitée.

**« Agis dans ton lieu,
pense avec le monde »**

Edouard Glissant

CONTACTS



Émilie Gahfoorian - Vervaët

Responsable des productions

-

06 18 65 57 00

e.vervaet@fabriqueabelleville.com

Label
Saison

Label Saison - Gwenaëlle Leyssieux

Diffusion

-

06 78 00 32 58

gwenaelle@labelsaison.com